

RCS : ST ETIENNE

Code greffe : 4202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ST ETIENNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 01908

Numéro SIREN : 880 201 108

Nom ou dénomination : WAT

Ce dépôt a été enregistré le 04/06/2024 sous le numéro de dépôt A2024/004624

**WAT**  
**Société par actions simplifiée**  
**au capital de 491 945 euros**  
**Siège social : 7 Rue des Bleuets, 42490 FRAISSES**  
**880201108 RCS SAINT ETIENNE**

**ACTE UNANIME**

**LES SOUSSIGNÉS :**

- **M. William TOMASZEWSKI**  
Demeurant 7 Rue des Bleuets, 42490 FRAISSES

- **Mme. Angélique TOMASZEWSKI**  
Demeurant 7 Rue des Bleuets, 42490 FRAISSES

Seuls associés de la société WAT,

Ont les pris les décisions suivantes :

**PREMIERE DECISION**

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture :

- d'un contrat d'apport en date du 18.01.2024 aux termes duquel Monsieur William TOMASZEWSKI fait apport à la Société de 490 actions de la société LE REFUGE (831 897 798 RCS ST ETIENNE), le montant des apports étant évalués à 68 600 euros,

**(Annexe – Contrat d'apport)**

- du rapport de Monsieur Thomas MICOL, commissaire aux apports, en date du 16.04.2024,

**(Annexe – Rapport du commissaire aux apports)**

- du certificat de dépôt du rapport du commissaire aux apports au Greffe du tribunal de Commerce du 24.04.2024,

**(Annexe – Certificat dépôt)**

- d'un acte unanime en date du 16 et 21.04.2024 de la société LE REFUGE agréant la Société LE REFUGE comme nouvelle associée,

**(Annexe – Acte unanime du 16 et 21.04.2024)**

Approuve cet apport aux conditions stipulées à l'acte d'apport et l'évaluation qui en a été faite, à savoir :

**Apport des titres par Monsieur William TOMSZEWSKI**  
**Représentant une valeur de 68 600 euros**

Et constate la levée des conditions suspensives figurant dans le contrat d'apport.

## DEUXIEME DECISION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport du commissaire aux apports, décide à titre de rémunération de l'apport de titres approuvé au titre de la première résolution, d'augmenter le capital social de 68 600 euros pour le porter de 491 945 euros à 560 545 euros, au moyen de la création de 68 600 actions nouvelles de 1 euro chacune, entièrement libérées, et attribuées en totalité à Monsieur William TOMASZEWSKI en rémunération de son apport.

Les actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

La collectivité des associés reconnaît sincère et véritable la déclaration relative à la répartition et à la libération des actions nouvelles faites au contrat d'apport par la présidence et l'apporteur.

## TROISIEME DECISION

En conséquence des décisions qui précèdent, la collectivité des associés constate que l'augmentation de capital est définitivement réalisée et décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 6 et 7 des statuts :

### « ARTICLE 6 - APPORTS »

[...]

Il est ajouté à cet article l'alinéa suivant :

« 4) Par Acte unanime du 02.05 2024, il a été apporté à la société :

- 490 actions de la société LE REFUGE, société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est 7 Rue des Bleuets, 42490 FRAISSES évalués à la somme de 68 600 euros.

Cet apport d'un montant de 68 600 euros a permis d'augmenter le capital social pour le porter de 491 945 euros à 560 545 euros par création de 68 600 actions nouvelles de 1 euro chacune et en rémunération de l'apport relaté ci-avant. »

### « ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 560 545 EUROS.

Il est divisé en 560 545 actions d'UN (1) EURO chacune, entièrement libérées.

Toutes les actions sont de même catégorie. »

## QUATRIEME DECISION

La collectivité des associés donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent acte unanime pour remplir toutes formalités de droit.

### **M. William TOMASZEWSKI**

Signé numériquement par  
CONNECTIVE NV - Connective  
eSignatures pour le compte de  
William TOMASZEWSKI  
(+33633433588)  
Date : 02/05/2024 10:47:55  
Signé avec le mot de passe à  
usage unique envoyé par SMS :  
205916

### **Mme. Angélique TOMASZEWSKI**

Signé numériquement par  
CONNECTIVE NV - Connective  
eSignatures pour le compte de  
Angélique TOMASZEWSKI  
(+33787952004)  
Date : 02/05/2024 10:42:46  
Signé avec le mot de passe à  
usage unique envoyé par SMS :  
429330

**- LE REFUGE -**

**CONTRAT D'APPORT DE TITRES AU PROFIT  
DE LA SOCIETE WAT**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

**- Monsieur William TOMASZEWSKI,**  
Né le 25/06/1979 à SAINT ETIENNE (42),  
De nationalité française,  
Demeurant 7 Rue des Bleuets, 42490 FRAISSES,

Marié avec Madame Angélique TOMASZEWSKI née NICOLAS, sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union civile célébrée à la Mairie de FRAISSES (42) le 29 juillet 2010,  
Ledit régime n'ayant subi aucune modification légale ou conventionnelle depuis son adoption ainsi qu'ils le déclarent.

**Ci-après dénommé "l'apporteur",**  
**D'une part,**

ET

**- La société WAT,**  
Société par actions simplifiée au capital de 491 945 euros,  
dont le siège social est situé à 7 Rue Des Bleuets, 42490 FRAISSES,  
immatriculée sous le numéro 880 201 108 RCS SAINT ETIENNE,  
représentée par Monsieur William TOMASZEWSKI, président,

**Ci-après dénommée "la société bénéficiaire",**  
**D'autre part,**

**EXPOSE :**

**Monsieur William TOMASZEWSKI** décide, par la présente, de faire apport, à la société WAT :

**- de 490 actions en pleine propriété de la société LE REFUGE,** Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé à 7 Rue Des Bleuets, 42490 FRAISSES, et immatriculée sous le numéro 831 897 798 RCS SAINT ETIENNE, sur les 490 actions qu'il détient en pleine propriété.

Les parties conviennent expressément que les apports de titres seront rémunérés par des titres de la société WAT.

## IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

### I - APPORT PAR MONSIEUR WILLIAM TOMASZEWSKI

Monsieur William TOMASZEWSKI, apporte à la société WAT, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur William TOMASZEWSKI, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

#### - Apport des titres de la société LE REFUGE :

Monsieur William TOMASZEWSKI, apporte par les présentes la pleine propriété de 490 actions sur les 490 actions qu'il détient en pleine propriété dans la société LE REFUGE, Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé à 7 Rue Des Bleuets, 42490 FRAISSES, et immatriculée sous le numéro 831 897 798 RCS SAINT ETIENNE.

Représentant une valeur de 68 600 euros

-----  
Valeur totale de l'apport : 68 600 euros

Monsieur William TOMASZEWSKI déclare donc conserver aucune action dans la société LE REFUGE.

### II - REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à SOIXANTE HUIT MILLE SIX CENT (68 600) euros, il sera attribué à Monsieur William TOMASZEWSKI : 68 600 actions d'un (1) euro chacune, entièrement libérées, de la Société WAT, émises dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société, représentant une valeur de 68 600 euros.

Monsieur William TOMASZEWSKI, apporteur, reconnaît la sincérité de ces déclarations.

### III - DECLARATIONS DIVERSES

La société LE REFUGE a pour objet :

- l'achat, la revente et l'amélioration de résidences de loisirs et secondaires.

Elle a clôturé son dernier exercice social le 31 décembre 2023.

Les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucun gage, nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction du droit de propriété plein et entier. Ils ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

L'apport des droits sociaux de la société LE REFUGE, net de tout passif, est fait sous les garanties ordinaires et de droit.

Les droits sociaux apportés ont été évalués à SOIXANTE HUIT MILLE SIX CENT (68 600) euros.

## IV - DECLARATIONS FISCALES

### Droits d'enregistrement

En vertu des dispositions des articles 809-I-3° et 810 bis du Code Général des Impôts, l'apport est exonéré de droits d'enregistrement sur la partie rémunérée au moyen de la remise de titres.

### Fiscalité des plus-values

Il est rappelé que :

- la société bénéficiaire des apports est une société française soumise à l'impôt sur les sociétés,
- l'Apporteur contrôle la société bénéficiaire de l'apport.

Ainsi, le présent apport de titres bénéficie des dispositions de l'article 150-0 B ter et 150-0 B du Code Général des Impôts. En conséquence, la plus-value d'échange est placée en report d'imposition.

Il est précisé que dans le cas où la deuxième condition visée ci-dessus n'est pas satisfaite, l'apport bénéficiera du régime du sursis d'imposition.

Conformément aux dispositions de l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts, le report d'imposition sera remis en cause et la plus-value dont l'imposition a été reportée deviendra imposable, lors de toute cession à titre onéreux, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres apportés à la société CEPB et ce dans un délai de trois ans à compter de l'apport, sauf disposition contraire du CGI.

Conformément aux dispositions de l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts, dans le cadre d'un report d'imposition, la plus-value est calculée et déclarée lors de l'échange des titres, mais son imposition effective est différée au moment où s'opérera la cession des titres reçus lors de l'échange. Ainsi, la plus-value en report d'imposition devra être déclarée sur un imprimé 2074-I lors de l'établissement de la déclaration d'impôt sur les revenus 2024 de l'apporteur.

## V - VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'apport qui précède ne deviendra définitif qu'au jour de sa vérification et de son approbation au vu d'un rapport établi par un commissaire aux apports, Monsieur Thomas MICOL du cabinet COURAT MICOL AUDIT, domicilié 17 A Rue de la Presse, 42000 SAINT ETIENNE.

Ces vérification et approbation devront intervenir **au plus tard le 30-04-2024** ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

## VI - CONDITIONS SUSPENSIVES

Le présent apport est réalisé sous la condition suspensive suivante :

- Agrément de la société WAT comme nouvelle associée de la société LE REFUGE.

## VII - DISPOSITIONS DIVERSES

L'apporteur déclare et garantit au bénéficiaire :

- qu'il a pouvoir et capacité aux fins des présentes,
- qu'il est régulièrement propriétaire des actions faisant l'objet de son apport,
- que ses titres sont libres de toute restriction ou sûreté de tout nature telle que, sans que cette énumération soit limitative, nantissement ou autre droit susceptible de s'opposer à leur distribution, d'en réduire la valeur ou d'en limiter la jouissance,
- qu'elles ne sont l'objet d'aucune option, accord ou réclamation de quelque nature que ce soit, tant en ce qui concerne leur libre disposition que les droits qui y sont attachés,
- que les titres sont apportées « coupon attaché », ainsi tous les dividendes mis en distribution après ledit apport seront versés au bénéficiaire de l'apport.

## VIII - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile : 7 Rue Des Bleuets, 42490 FRAISSES.

## IX - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

## X - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer, hormis les mises à jour des documents relatifs à la société LE REFUGE qui seront à la charge de ladite société.

### L'APPORTEUR

**Monsieur William TOMASZEWSKI**

Signé numériquement par CONNECTIVE  
NV - Connective eSignatures pour le  
compte de William TOMASZEWSKI  
(+33633433588)  
Date : 18/01/2024 12:43:16  
Signé avec le mot de passe à usage  
unique envoyé par SMS : 790860

### LA SOCIETE BENEFICIAIRE

**Pour la société WAT**

**Monsieur William TOMASZEWSKI**

Signé numériquement par CONNECTIVE  
NV - Connective eSignatures pour le  
compte de William TOMASZEWSKI  
(+33633433588)  
Date : 18/01/2024 12:43:09  
Signé avec le mot de passe à usage  
unique envoyé par SMS : 790860



# COURAT MICOL AUDIT

Commissaires aux comptes associés

**Michel COURAT**

Expert comptable diplômé  
Commissaire aux Comptes

**Thomas MICOL**

Expert comptable diplômé  
Commissaire aux Comptes

Siège social :

Immeuble IMMOTECH  
BP 20233

17A, Rue de la Presse  
42000 SAINT-ÉTIENNE

Tél. 04 77 91 31 91

Fax 04 77 74 60 80

[contact@perrincourat.fr](mailto:contact@perrincourat.fr)

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

### WAT

Société par Actions Simplifiée au capital  
De 491 945 euros

Siège social : 7 Rue Des Bleuets, 42490 FRAISSES

880 201 108 RCS de SAINT-ETIENNE

N° SIRET : 90988108800019  
RCS Saint-Étienne B 909881088



**commissaire  
aux comptes**

[www.perrincourat.fr](http://www.perrincourat.fr)

 Cabinet-Perrin-Courat

 @CabPerrinCourat

 cabinet-perrin-courat

Monsieur,

En exécution de la mission que vous m'avez confié, concernant l'apport en nature devant être effectué par vous dans cette société, j'ai établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu aux articles L 227-1 et L.225-8 du code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le contrat d'apport en nature, signé par vous, apporteur concerné. Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des titres à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Ma mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne m'appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Je vous prie de trouver ci-après, mes constatations et conclusions présentées dans l'ordre suivant :

- 1- Présentation de l'opération et description des apports.
- 2- Diligences accomplies et appréciation des apports.
- 3- Conclusions.

# **1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS**

## **1.1. CONTEXTE GENERAL ET OBJECTIFS DE L'OPERATION**

Le présent apport de titres envisagé par vous, Monsieur TOMASZEWSKI à la société WAT, vise à regrouper, à terme, l'ensemble des participations que vous détenez ou contrôlez.

## **1.2. PRESENTATION DES SOCIETES ET DES PARTIES EN PRESENCE**

### ***1.2.1. Personnes physiques apporteuses***

La société WAT, va recevoir l'apport des titres de la société LE REFUGE actuellement détenus par vous.

### ***1.2.2. Société bénéficiaire WAT,***

Société par Actions Simplifiée au capital de 491 945 euros dont le siège social est au 7 Rue Des Bleuets, 42490 FRAISSES et immatriculé sous le numéro 880 201 108 RCS de SAINT-ETIENNE.

### ***1.2.3. Société LE REFUGE dont les titres sont apportés***

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 Euros, dont le siège social est situé 7 Rue Des Bleuets, 42490 FRAISSES, et immatriculée sous le numéro 831 897 798 RCS SAINT-ETIENNE a pour activité :

- l'achat, la revente et l'amélioration de résidences de loisirs et secondaires.

Elle a clôturé son dernier exercice social le 31 décembre 2023.

## **1.3. DESCRIPTION DE L'OPERATION**

Les modalités de réalisation de l'apports sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de traité d'apport.

Elles peuvent se résumer comme suit.

### ***1.3.1. Caractéristiques de l'apport***

L'apport sera réalisé en date de signature du contrat d'apport le 18/01/2024.

Le présent apport de titres bénéficie des dispositions de l'article 150-0 B ter et 150-0 B du Code Général des Impôts. En conséquence, la plus-value d'échange est placée en report d'imposition.

## **1.4. PRESENTATION DE L'APPORT**

### ***1.4.1. Méthode d'évaluation retenue***

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC). Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties à l'issue d'une analyse multicritère.

#### ***1.4.2. Description des apports***

Les titres de la société LE REFUGE, dont l'apport est envisagé à la société WAT, ont été évalués à leurs valeurs réelles estimées à 68 600 €, soit :

- 490 titres de LE REFUGE seront apportés par Monsieur TOMASZEWSKI pour 68 600 € ;

## **2. APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS**

### **2.1. DILIGENCES MISES EN ŒUVRE PAR LE COMMISSAIRE AUX APPORTS**

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ma mission a pour objet d'éclairer les associés de WAT sur la valeur de l'apport devant être effectué par vous.

J'ai notamment :

- rencontré les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptable, juridique et fiscale envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport ;
- vérifié la pleine propriété des titres apportés en me faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- consulté les documents juridiques et financiers mis à ma disposition concernant la vie sociale ;
- pris connaissance de l'activité de LE REFUGE
- pris de connaissance des business plan et prévisionnels de la société
- examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties ;
- étendu les critères de valorisation à des analyses de valeurs intrinsèques et analogiques par comparaison avec des sociétés cotées exerçant une activité comparable.

Enfin, j'ai obtenu une lettre d'affirmation de la part des dirigeants de LE REFUGE me confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événement pouvant grever la consistance des capitaux propres en date du 31 décembre 2022 et en date du 31 décembre 2023.

### **2.1. APPRECIATION DE LA METHODE DE VALORISATION DE L'APPORT ET DE SA CONFORMITE A LA REGLEMENTATION COMPTABLE**

L'apport de titres envisagé est effectué par des personnes physiques.

Aux termes du projet de traité d'apport, les parties sont convenues de retenir la valeur réelle estimée des titres de la société LE REFUGE en tant que valeur d'apport.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement n°2004-01 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de ma part.

## **2.2. REALITE DE L'APPORT**

Dans le cadre de mes travaux, je me suis assuré de la pleine propriété par Monsieur TOMASZEWSKI des titres de la société LE REFUGE objet du présent apport.

## **2.3. APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT**

### ***2.3.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation***

L'apport porte sur des titres représentant 490/1000 actions du capital de la société LE REFUGE.

### ***2.3.2. Détermination de la valeur des apports par les parties***

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant des approches d'évaluation fondées sur la rentabilité, le patrimoine et la trésorerie de la société LE REFUGE.

### ***2.3.3. Valorisation de la société LE REFUGE***

#### ***2.3.3.1. Méthode d'évaluation écartée***

##### *Dividendes*

Ne pouvant préjuger de la politique de distribution susceptible d'être adoptée au cours des exercices futurs, cette méthode d'évaluation a été écartée.

#### ***2.3.3.2. Méthode d'évaluation retenue***

##### *VALEUR PATRIMONIALE et REVALORISATION DE L'ACTIF NET*

Capitaux propres	54 064 €
+ Plus-values sur actifs corporels et stocks	85 946 €
Résultat de la méthode	140 000 €

Il n'a pas été relevé de passif non comptabilisé pouvant impacter cette valeur

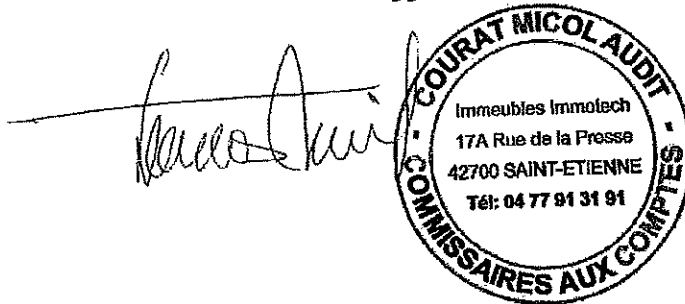
La valeur retenue de l'apport pour 490 / 1000 titres de la société LE REFUGE est donc de 68 600 €

### **3. CONCLUSION**

Sur la base de mes travaux et à la date du présent rapport, je suis d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 68 600 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Fait à ST ETIENNE, le 16 avril 2024

Thomas MICOL  
Le commissaire aux apports



Expéditeur :

Greffe du Tribunal de Commerce  
CS 50228 29 R de la Résistance  
42006 SAINT-ETIENNE 1



GREFFE DU TRIBUNAL  
DE COMMERCE  
SAINT-ETIENNE

Références :	D2411500115 / A2024/003472
Interlocuteur :	CGA
Dossier :	2019B01908 / 880 201 108 RCS Saint Etienne WAT
Vos références :	

2019B01908 / 880 201 108  
WAT  
7 Rue des Bleuets  
42490 FRAISSES

**CERTIFICAT DE DEPOT D'ACTES**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Saint-Etienne certifie avoir procédé le 24/04/2024 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de la société de :

WAT - Société par actions simplifiée  
7 Rue des Bleuets  
42490 FRAISSES

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :

**Rapport du commissaire aux apports du 16/04/2024 (1 exemplaire(s))**

Concernant les événements RCS suivants :

**RAPPORT CAC AUX APPORTS**

Fait à Saint-Etienne, le 24/04/2024

Le Greffier



**LE REFUGE**  
**Société par actions simplifiée**  
**au capital de 1 000 euros**  
**Siège social : 7 Rue des Bleuets, 42490 FRAISSES**  
**831 897 798 RCS SAINT ETIENNE**

**ACTE UNANIME**

**LES SOUSSIGNES :**

- **Société AVM HOLDING,**  
Dont le siège social est situé 1 Rue Colonel Fabien, 42100 ST ETYIENNE,

- **M. Renaud FORCELLA**  
Demeurant 151 le Clos du Bourg, 42330 ST BONNET LES OULES,

- **M. William TOMASZEWSKI,**  
Demeurant 7 Rue des Bleuetsn 42490 FRAISSES,

Seuls associés de la société LE REFUGE,

Ont les pris les décisions suivantes :

**PREMIERE DECISION**

La collectivité des associés prend acte de la volonté de Monsieur William TOMASZEWSKI d'apporter 490 actions qu'il détient dans la Société au profit la société WAT, Société par actions simplifiée au capital de 491 945 euros, dont le siège social est 7 Rue des Bleuets, 42490 FRAISSES et immatriculée sous le numéro 880 201 108 RCS SAINT-ETIENNE, ledit apport étant évalué à la somme totale de 68 600 euros.

La collectivité des associés déclare autoriser cet apport et prend acte que la société WAT détiendra 490 actions de la société LE REFUGE.

**DEUXIEME DECISION**

La collectivité des associés décide donc d'agrèer :

- **la société WAT**  
Société par actions simplifiée au capital de 491 945 euros,  
dont le siège social est 7 Rue des Bleuets, 42490 FRAISSES,  
immatriculée sous le numéro 880 201 108 RCS SAINT-ETIENNE

en qualité de nouvelle associée de la Société.

**M. Renaud FORCELLA, es-qualité**

Signé numériquement par  
CONNECTIVE NV - Connective  
eSignatures pour le compte de  
Renaud FORCELLA (+33682354027)  
Date : 21/04/2024 18:45:21  
Signé avec le mot de passe à  
usage unique envoyé par SMS :  
466855

**M. William TOMASZEWSKI**

Signé numériquement par  
CONNECTIVE NV - Connective  
eSignatures pour le compte de  
William TOMASZEWSKI  
(+33633433588)  
Date : 16/04/2024 11:49:28  
Signé avec le mot de passe à  
usage unique envoyé par SMS :  
469057

**- LE REFUGE -**

**CONTRAT D'APPORT DE TITRES AU PROFIT  
DE LA SOCIETE WAT**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

- **Monsieur William TOMASZEWSKI**,  
Né le 25/06/1979 à SAINT ETIENNE (42),  
De nationalité française,  
Demeurant 7 Rue des Bleuets, 42490 FRAISSES,

Marié avec Madame Angélique TOMASZEWSKI née NICOLAS, sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union civile célébrée à la Mairie de FRAISSES (42) le 29 juillet 2010,  
Ledit régime n'ayant subi aucune modification légale ou conventionnelle depuis son adoption ainsi qu'ils le déclarent.

**Ci-après dénommé "l'apporteur",**  
**D'une part,**

ET

- **La société WAT**,  
Société par actions simplifiée au capital de 491 945 euros,  
dont le siège social est situé à 7 Rue Des Bleuets, 42490 FRAISSES,  
immatriculée sous le numéro 880 201 108 RCS SAINT ETIENNE,  
représentée par Monsieur William TOMASZEWSKI, président,

**Ci-après dénommée "la société bénéficiaire",**  
**D'autre part,**

**EXPOSE :**

**Monsieur William TOMASZEWSKI** décide, par la présente, de faire apport, à la société WAT :

- **de 490 actions en pleine propriété de la société LE REFUGE**, Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé à 7 Rue Des Bleuets, 42490 FRAISSES, et immatriculée sous le numéro 831 897 798 RCS SAINT ETIENNE, sur les 490 actions qu'il détient en pleine propriété.

Les parties conviennent expressément que les apports de titres seront rémunérés par des titres de la société WAT.

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**I - APPORT PAR MONSIEUR WILLIAM TOMASZEWSKI**

Monsieur William TOMASZEWSKI, apporte à la société WAT, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur William TOMASZEWSKI, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

**- Apport des titres de la société LE REFUGE :**

Monsieur William TOMASZEWSKI, apporte par les présentes la pleine propriété de 490 actions sur les 490 actions qu'il détient en pleine propriété dans la société **LE REFUGE**, Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé à 7 Rue Des Bleuets, 42490 FRAISSES, et immatriculée sous le numéro 831 897 798 RCS SAINT ETIENNE.

**Représentant une valeur de 68 600 euros**

-----  
**Valeur totale de l'apport : 68 600 euros**

Monsieur William TOMASZEWSKI déclare donc conserver aucune action dans la société LE REFUGE.

**II - REMUNERATION DE L'APPORT**

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à SOIXANTE HUIT MILLE SIX CENT (68 600) euros, il sera attribué à Monsieur William TOMASZEWSKI : 68 600 actions d'un (1) euro chacune, entièrement libérées, de la Société WAT, émises dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société, représentant une valeur de 68 600 euros.

Monsieur William TOMASZEWSKI, apporteur, reconnaît la sincérité de ces déclarations.

**III - DECLARATIONS DIVERSES**

La société LE REFUGE a pour objet :

- l'achat, la revente et l'amélioration de résidences de loisirs et secondaires.

Elle a clôturé son dernier exercice social le 31 décembre 2023.

Les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucun gage, nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction du droit de propriété plein et entier. Ils ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

L'apport des droits sociaux de la société LE REFUGE, net de tout passif, est fait sous les garanties ordinaires et de droit.

Les droits sociaux apportés ont été évalués à SOIXANTE HUIT MILLE SIX CENT (68 600) euros.

## IV - DECLARATIONS FISCALES

### Droits d'enregistrement

En vertu des dispositions des articles 809-I-3° et 810 bis du Code Général des Impôts, l'apport est exonéré de droits d'enregistrement sur la partie rémunérée au moyen de la remise de titres.

### Fiscalité des plus-values

Il est rappelé que :

- la société bénéficiaire des apports est une société française soumise à l'impôt sur les sociétés,
- l'Apporteur contrôle la société bénéficiaire de l'apport.

Ainsi, le présent apport de titres bénéficie des dispositions de l'article 150-0 B ter et 150-0 B du Code Général des Impôts. En conséquence, la plus-value d'échange est placée en report d'imposition.

Il est précisé que dans le cas où la deuxième condition visée ci-dessus n'est pas satisfaite, l'apport bénéficiera du régime du sursis d'imposition.

Conformément aux dispositions de l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts, le report d'imposition sera remis en cause et la plus-value dont l'imposition a été reportée deviendra imposable, lors de toute cession à titre onéreux, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres apportés à la société CEPB et ce dans un délai de trois ans à compter de l'apport, sauf disposition contraire du CGI.

Conformément aux dispositions de l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts, dans le cadre d'un report d'imposition, la plus-value est calculée et déclarée lors de l'échange des titres, mais son imposition effective est différée au moment où s'opérera la cession des titres reçus lors de l'échange. Ainsi, la plus-value en report d'imposition devra être déclarée sur un imprimé 2074-I lors de l'établissement de la déclaration d'impôt sur les revenus 2024 de l'apporteur.

## V - VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'apport qui précède ne deviendra définitif qu'au jour de sa vérification et de son approbation au vu d'un rapport établi par un commissaire aux apports, Monsieur Thomas MICOL du cabinet COURAT MICOL AUDIT, domicilié 17 A Rue de la Presse, 42000 SAINT ETIENNE.

Ces vérification et approbation devront intervenir **au plus tard le 30-04-2024** ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non averu, sans indemnité de part ni d'autre.

## VI - CONDITIONS SUSPENSIVES

Le présent apport est réalisé sous la condition suspensive suivante :

- Agrément de la société WAT comme nouvelle associée de la société LE REFUGE.

## VII - DISPOSITIONS DIVERSES

L'apporteur déclare et garantit au bénéficiaire :

- qu'il a pouvoir et capacité aux fins des présentes,
- qu'il est régulièrement propriétaire des actions faisant l'objet de son apport,
- que ses titres sont libres de toute restriction ou sûreté de tout nature telle que, sans que cette énumération soit limitative, nantissement ou autre droit susceptible de s'opposer à leur distribution, d'en réduire la valeur ou d'en limiter la jouissance,
- qu'elles ne sont l'objet d'aucune option, accord ou réclamation de quelque nature que ce soit, tant en ce qui concerne leur libre disposition que les droits qui y sont attachés,
- que les titres sont apportées « coupon attaché », ainsi tous les dividendes mis en distribution après ledit apport seront versés au bénéficiaire de l'apport.

## VIII - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile : 7 Rue Des Bleuets, 42490 FRAISSES.

## IX - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

## X - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer, hormis les mises à jour des documents relatifs à la société LE REFUGE qui seront à la charge de ladite société.

### L'APPORTEUR

**Monsieur William TOMASZEWSKI**

Signé numériquement par CONNECTIVE  
NV - Connective eSignatures pour le  
compte de William TOMASZEWSKI  
(+33633433588)  
Date : 18/01/2024 12:43:16  
Signé avec le mot de passe à usage  
unique envoyé par SMS : 790860

### LA SOCIETE BENEFICIAIRE

**Pour la société WAT**

**Monsieur William TOMASZEWSKI**

Signé numériquement par CONNECTIVE  
NV - Connective eSignatures pour la  
compte de William TOMASZEWSKI  
(+33633433588)  
Date : 18/01/2024 12:43:09  
Signé avec le mot de passe à usage  
unique envoyé par SMS : 790860

# WAT

**Société par actions simplifiée au capital de 560 545 euros**  
**Siège social : 7 Rue des Bleuets - 42490 FRAISSES**  
**880 201 108 RCS SAINT ETIENNE**

# STATUTS

## MIS A JOUR LE :

Signé numériquement par  
CONNECTIVE NV - Connective  
eSignatures pour le compte de  
William TOMASZEWSKI  
(+33633433588)  
Date : 02/05/2024 10:48:00  
Signé avec le mot de passe à  
usage unique envoyé par SMS :  
205916

Signé numériquement par  
CONNECTIVE NV - Connective  
eSignatures pour le compte de  
Angélique TOMASZEWSKI  
(+33787952004)  
Date : 02/05/2024 10:42:49  
Signé avec le mot de passe à  
usage unique envoyé par SMS :  
429330

## LES SOUSSIGNÉS :

- **Monsieur William TOMASZEWSKI**,  
Né le 25 Juin 1979 à SAINT-ETIENNE (42),  
Demeurant 7 Rue des Bleuets, 42490 FRAISSES,  
De nationalité française,

- **Madame Angélique NICOLAS épouse TOMASZEWSKI**,  
Née le 25 Janvier 1979 à SAINT-ETIENNE (42)  
Demeurant 7 Rue des Bleuets, 42490 FRAISSES,  
De nationalité française,

Mariés ensemble sous le régime de la communauté légale de biens, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union civile célébrée à la Mairie de FRAISSES (42) le 29 Juillet 2010, Ledit régime n'ayant subi aucune modification légale ou conventionnelle depuis son adoption ainsi qu'ils le déclarent,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée (SAS) devant exister entre eux.

### ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

### ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La prise de participation financière dans toutes sociétés, entreprises ou groupements français ou étrangers, créés ou à créer, et ce par tous moyens notamment par voie d'acquisition, ou de souscription, d'apport, ou de fusion.
- L'acquisition, la souscription de toutes valeurs mobilières, actions, obligations, parts d'intérêts, droits ou biens immobiliers.
- La direction, la gestion, le contrôle et la coordination de ses filiales et participations,
- L'acceptation ou l'exercice de tous mandats d'administration, de gestion, de contrôle et de conseil,
- Toutes prestations de services, conseils et assistance auprès de toutes entreprises, dans les domaines administratif, financier, informatique et commercial.

- La centralisation des opérations de trésorerie des sociétés filiales et sous-filiales, quel que soit le pourcentage de participation.
- La négociation d'opérations commerciales ou financières pour le compte de sociétés moyennant, tant pour des opérations récurrentes qu'exceptionnelles, rémunérées sous forme de commissions, redevances ou autres.
- La propriété, par voie d'apport, d'acquisition ou d'échange ou autrement de divers biens immobiliers, terrains, immeubles bâtis ou non bâtis, ainsi que la propriété de tous autres immeubles qui pourront être situés en France ou à l'étranger.
- La gestion, l'administration et l'exploitation, par bail ou autrement, de tous ces biens et droits immobiliers.
- Le négoce de tous biens,
- L'achat de chevaux en pleine propriété ou en indivision, en totalité ou en partie, et notamment des chevaux de course,
- Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini.

### **ARTICLE 3 - DÉNOMINATION**

La dénomination sociale est : "WAT".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

### **ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est fixé : 7 Rue des Bleuets - 42490 FRAISSES.

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou par décision du président, qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

### **ARTICLE 5 - DURÉE**

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

## ARTICLE 6 - APPORTS

1) Lors de la constitution il a été effectuée les apports suivants :

Les soussignés apportent à la Société :

### Apports en numéraire

Une somme en numéraire de mille euros (1 000,00 euros), correspondant à 1 000 actions de numéraire, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 14 Décembre 2019 par la banque CREDIT MUTUEL, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit 1 000,00 euros, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

### Total des apports

Les apports en numéraire s'élèvent à	1 000,00 euros
Les apports en nature s'élèvent à	0,00 euros
Le montant total des apports s'élève à	1 000,00 euros

2) Par Assemblée Générale Extraordinaire du 06.09.2021, il a été apporté à la société :

- 100 actions de la SAS ADMILIK, au capital de 1 000 euros, dont le siège social est 18 rue Dorian - 42700 FIRMINY, évalué à la somme de 27 000 euros.
- 51 actions de la SAS TOMTOMS, au capital de 10 000 euros, dont le siège social est 18 rue Dorian - 42700 FIRMINY évalué à la somme de 384 795 euros.
- 100 parts sociales de la SCI 18 RUE DORIAN, au capital de 300 euros, dont le siège social est 18 rue Dorian - 42700 FIRMINY évalué à la somme de 52 800 euros.
- 68 parts sociales de la SCI TOMASZEWSKI, au capital de 6 100 euros, dont le siège social est 35 rue Jean Padel - 42490 FRAISSES évalué à la somme de 20 350 euros.

Cet apport d'un montant de 484 945 euros a permis d'augmenter le capital social pour le porter de 1 000 euros à 485 945 euros par création de 484 945 actions de 1 euro chacune et en rémunération des apports relatés ci-avant.

3) Par Assemblée Générale Extraordinaire du 30 décembre 2021, il a été apporté à la société :

- 20 parts sociales de la SCI TOMASZEWSKI, au capital de 6 100 euros, dont le siège social est 35 rue Jean Padel - 42490 FRAISSES évalué à la somme de 6 000 euros.

Cet apport d'un montant de 6 000 euros a permis d'augmenter le capital social pour le porter de 485 945 euros à 491 945 euros par création de 6 000 actions de 1 euro chacune et en rémunération des apports relatés ci-avant.

4) Par Acte unanime du 02/05 2024, il a été apporté à la société :

- 490 actions de la société LE REFUGE, société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est 7 Rue des Bleuets, 42490 FRAISSES évalués à la somme de 68 600 euros.

Cet apport d'un montant de 68 600 euros a permis d'augmenter le capital social pour le porter de 491 945 euros à 560 545 euros par création de 68 600 actions nouvelles de 1 euro chacune et en rémunération de l'apport relaté ci-avant.

#### **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de 560 545 EUROS.

Il est divisé en 560 545 actions d'UN (1) EURO chacune, entièrement libérées.

Toutes les actions sont de même catégorie.

#### **ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires des actions existantes. Toutefois, par dérogation expresse à l'article L. 228-11, alinéa 5 du Code de commerce, les actions de préférence sans droit de vote auxquelles est

attaché un droit limité de participation aux dividendes, aux réserves ou au partage du patrimoine en cas de liquidation conserveront leur droit préférentiel de souscription.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au président tous pouvoirs pour la réaliser.

## **ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS**

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte au(x) dirigeant(s) de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

### **ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

### **ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS**

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de 30 jours suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

## **ARTICLE 12 - PREEMPTION**

La cession des actions de la Société à un tiers ou au profit d'associés est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de 1 mois de ladite notification, le Président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui disposeront d'un délai de 1 mois pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai de 1 mois, le Président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Le cédant devra ensuite soumettre à la procédure d'agrément suivante la cession envisagée :

## **ARTICLE 13 - AGREMENT**

Toute cession (en ce compris toutes mutations), à titre onéreux ou gratuit, de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital (y compris avec associés) est soumise à l'agrément préalable à la collectivité des associés.

L'agrément est également applicable en cas d'apport en société, apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, en cas de dévolution successorale ou de liquidation de communauté de biens et ce en cas d'augmentation de capital, il s'applique à la cession des droits d'attribution ou de souscription, avec renonciation aux droits de souscription en faveur de bénéficiaires dénommés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire ou du bénéficiaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective prise dans les formes d'une assemblée générale extraordinaire des associés statuant à la majorité des 75% des voix des associés disposant du droit de vote.

En cas de décès d'un associé, la cession de ses titres est également soumise à l'agrément préalable, résultant d'une décision collective prise dans les formes d'une assemblée générale extraordinaire des associés statuant à la majorité des 50% des voix des associés disposant du droit de vote.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les 3 mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de 2 mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de

commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

#### **ARTICLE 14 - LOCATION DES ACTIONS**

Les actions peuvent être données en location à une personne physique sous les conditions et limites prévues aux articles L. 239-1 à 239-5 du Code de commerce.

Le contrat de location est constaté par un acte sous seing privé soumis à la formalité de l'enregistrement ou par un acte authentique, et comportant les mentions prévues à l'article R. 239-1 du Code de commerce.

Pour être opposable à la Société, il doit lui être signifié par acte extrajudiciaire ou être accepté par son représentant légal dans un acte authentique.

Le locataire des actions doit être agréé dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus pour les cessions d'actions.

Le défaut d'agrément du locataire interdit la location effective des actions.

La délivrance des actions louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du locataire à côté du nom de l'associé dans le registre des titres nominatifs de la Société. A compter de cette date, la Société doit adresser au locataire les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Le droit de vote appartient au bailleur dans les assemblées statuant sur les modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société et au locataire dans les autres assemblées. Pour l'exercice des autres droits attachés aux actions louées, notamment le droit

aux dividendes, le bailleur est considéré comme le nu-proprétaire et le locataire comme l'usufruitier.

A compter de la délivrance des actions louées au locataire, la Société doit lui adresser les informations dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-68 du Code de commerce, le titulaire du droit de vote attaché aux actions nominatives louées depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, doit, même s'il n'en a pas fait la demande, être convoqué à toute assemblée par lettre ordinaire.

Les actions louées doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et en fin de contrat, ainsi qu'à la fin de chaque exercice comptable lorsque le bailleur est une personne morale. L'évaluation est certifiée par un Commissaire aux Comptes.

Le bail est renouvelé dans les mêmes conditions que le bail initial. En cas de non-renouvellement du contrat de bail ou de résiliation, la partie la plus diligente fait procéder à la radiation de la mention portée dans le registre des titres nominatifs de la Société.

Les actions louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

#### **ARTICLE 15 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente sauf décision contraire des associés adoptée à l'unanimité.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

### **ARTICLE 16 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE**

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé.

L'exclusion est décidée par les autres associés à l'unanimité. Néanmoins, l'associé menacé d'exclusion doit être convoqué à l'assemblée générale devant se prononcer sur cette exclusion.

Aucune décision d'exclusion ne pourra être prise si l'associé n'a pas été régulièrement convoqué par le président, 8 jours au moins avant la date prévue par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et s'il n'a pas été mis à même de présenter aux associés sa défense sur les faits qui lui sont reprochés. Ses arguments doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption ...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 150 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires (droit de participer et de voter aux réunions ou consultations d'associés) de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

### **ARTICLE 17 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Si la nue-propriété ou l'usufruit d'une ou plusieurs actions viennent à appartenir à des personnes différentes, le droit de vote attaché à chaque action appartient à l'usufruitier tant pour les décisions collectives ordinaires qu'extraordinaires.

Dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales et devra être dûment convoqué.

### **ARTICLE 18 - PRESIDENT DE LA SOCIETE**

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

#### **Désignation**

Le premier Président de la Société sera désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés adoptée dans les conditions d'une assemblée générale ordinaire.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

#### Durée des fonctions

Le Président est nommé avec ou sans limitation de durée, et ce sur décision de l'assemblée générale ordinaire.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de 3 mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

#### Révocation

Le Président peut être révoqué pour un juste motif, par décision de la collectivité des associés adoptée dans les formes d'une AGE et statuant à la majorité des 2/3 des voix composant le capital social. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- exclusion du Président associé.

### Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

### Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne peut pas, sans l'accord préalable de la collectivité des associés statuant dans les mêmes conditions qu'une assemblée générale ordinaire, effectuer les opérations suivantes :

- acquisition ou cession d'actifs immobiliers assortie ou non de contrat de crédit-bail ;
- acquisition, cession ou apport de fonds de commerce ;
- création ou cession de filiales ;
- modification de la participation de la Société dans ses filiales ;
- acquisition ou cession de participation dans toutes sociétés, entreprises ou groupements quelconques ;
- création et suppression de succursales, agences ou établissements de la Société ;
- prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce ;
- prise ou mise en location de tous biens immobiliers ;
- conclusion de tous contrats de crédit-bail immobilier ;
- investissements, engagements et dépenses quelconques portant sur une somme supérieure à 200 euros par opération ;
- emprunts sous quelque forme que ce soit ;
- cautions, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements à donner par la Société ;
- crédits consentis par la Société hors du cours normal des affaires ;
- adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

## ARTICLE 19 - DIRECTEUR GENERAL

### Désignation

Sur la proposition du Président, la collectivité des associés peut nommer à la majorité, dans les conditions d'une assemblée générale ordinaire, un ou des Directeurs Généraux, personne physique ou morale.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

### Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de 3 mois, lequel pourra être réduit lors de consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

### Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué pour un juste motif, par décision de la collectivité des associés adoptée dans les formes d'une AGE et statuant à la majorité des 2/3 des voix

composant le capital social. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

### Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

### Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Directeur Général ne peut pas sans l'accord préalable de la collectivité des associés statuant dans les conditions d'une assemblée générale ordinaire effectuer les opérations suivantes :

- acquisition ou cession d'actifs immobiliers assortie ou non de contrat de crédit-bail ;
- acquisition, cession ou apport de fonds de commerce ;
- création ou cession de filiales ;
- modification de la participation de la Société dans ses filiales ;
- acquisition ou cession de participation dans toutes sociétés, entreprises ou groupements quelconques ;
- création et suppression de succursales, agences ou établissements de la Société ;
- prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce ;
- prise ou mise en location de tous biens immobiliers ;
- conclusion de tous contrats de crédit-bail immobilier ;
- investissements, engagements et dépenses quelconques portant sur une somme supérieure à 200 euros par opération ;
- emprunts sous quelque forme que ce soit ;
- cautions, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements à donner par la Société ;

- crédits consentis par la Société hors du cours normal des affaires ;
- changement de fournisseur et de prestataire de la société, dont le montant facturé par exercice dépasserait 200 euros ;
- adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société.

## **ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES**

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

## **ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

## **ARTICLE 22 - REPRESENTATION SOCIALE**

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social 5 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le président accuse réception de ces demandes dans les 3 jours de leur réception.

## **ARTICLE 23 - DECISIONS COLLECTIVES**

### **COMPETENCE RELATIVE A L'ADOPTION DES DECISIONS**

Les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, renouvellement et révocation du président de la société ;
- Fixation de la rémunération du président ;
- Nomination, renouvellement et révocation du directeur général ;
- Fixation de la rémunération du directeur général ;
- Transfert du siège social, création, déplacement et fermeture de succursales, agences et dépôts ;
- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Extension ou modification de l'objet social ;

- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;
- Transformation de la société ;
- Prorogation de la durée de la société ;
- Dissolution de la société ;
- Agrément ;
- Exclusion d'un associé ;
- Adoption ou modification de clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toute cession d'actions, à l'exclusion d'un associé notamment en cas de changement de contrôle ou de fusion, scission ou dissolution d'une société associée.

Toutefois, pour toute autre décision, la consultation de la collectivité des associés est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital social. Dans le cas contraire, elle relève de la compétence du président.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

#### **MODE D'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES**

Sauf les cas ci-après prévus, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du président, soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions extraordinaires sont celles qui modifient les statuts et celles dont les statuts leur confèrent cette qualité.

Les décisions ordinaires sont celles qui statuent sur tous les autres sujets.

#### **DROIT D'INFORMATION**

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant 8 jours au moins avant la date de la consultation.

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés 8 jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

## CONVOCATIONS

L'ordre du jour des décisions collectives est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social 5 jours au moins avant la date de la réunion. Le président accuse réception de ces demandes dans les 3 jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Les assemblées générales sont convoquées, soit par le président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant dix pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés n'est pas obligatoire, elle peut toutefois être provoquée par l'associé demandeur.

En outre, le commissaire aux comptes peut, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite 8 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

### QUORUM ET MAJORITE

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 1/4 des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 1/2 des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

En cas de consultation écrite, le président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées :

- à la majorité des 2/3 des voix disposant du droit de vote pour toutes décisions relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire,
- et à la majorité simple des voix disposant du droit de vote pour toutes décisions relevant de la compétence de l'assemblée générale ordinaire.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

#### **FEUILLE DE PRESENCE ET BUREAU DE SEANCE**

Une feuille de présence est émarginée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

#### **PROCES-VERBAUX DES DECISIONS**

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le président de séance et le secrétaire.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations,

les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

#### **ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> Janvier et finit le 31 Décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 Décembre 2020.

#### **ARTICLE 25 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les neuf mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

## **ARTICLE 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Une majoration de dividende dans la limite de dix pour cent peut être attribuée à tout associé qui justifie, à la clôture de l'exercice, d'une inscription nominative depuis deux ans au moins et du maintien de celle-ci à la date de mise en paiement du dividende. Son taux est fixé par la collectivité des associés. La même majoration peut être attribuée, dans les mêmes conditions, en cas de distribution d'actions gratuites.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de

distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

#### **ARTICLE 27 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTE**

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

#### **ARTICLE 28 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

### **ARTICLE 29 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

### **ARTICLE 30 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

### **ARTICLE 31 - CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.